

ECS

Réussir l'épreuve d'histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction d'Alain Joyeux

Agrégé de géographie

Professeur de chaire supérieure en classes préparatoires aux grandes écoles

(Lycée Joffre, Montpellier)

Chargé de cours à l'université Paul Valéry de Montpellier

Éric Auburtin

Agrégé de géographie, Docteur en géographie

Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (Lycée Henri-Poincaré, Nancy)

Bruno Billmann

Agrégé de géographie

Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (Lycées Fabert et Georges-de-la

Tour, Metz)

Pascal Brenneur

Agrégé d'histoire, Docteur en histoire

Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (Lycée Georges-de-la-Tour, Metz)

Stéphane Dubois

Agrégé de géographie

Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (Lycée Blaise-Pascal, Clermont-

Ferrand)

Laetitia Laumonier

Ancienne élève de l'École normale supérieure (Fontenay-Saint-Cloud)

Agrégée de géographie, Docteur en géographie

Professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (Lycée Guist'hau, Nantes)

Les informations fournies
sont celles existantes à la date
de la publication de l'ouvrage



« Le photocopillage, c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

ISBN 978-2-216-12329-2

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 1^{er} juillet 1992 - art. 40 et 41 et Code pénal - art. 425).

Sommaire

Liste des auteurs	1
Sommaire	3
Avant-propos	5

Partie 1. L'histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain dans les concours **7**

Introduction L'HGGMC dans les concours	9
Le nouveau programme d'HGGMC	11
Les concepts et mots-clés organisateurs du programme	16
Connaître et comprendre les épreuves	32
De la méthodologie à l'application : exemples de sujets traités ...	50

Partie 2. Les savoirs fondamentaux **69**

Module 1. Les grandes mutations du monde au XX^e siècle (de 1913 au début des années 1990) **71**

Chapitre 1 Un monde entre guerres et crises (de 1913 au début des années 1990)	71
Chapitre 2 L'économie mondiale : croissances, ruptures et bouleversements (de 1945 au début des années 1990)	93
Chapitre 3 La France, une puissance en mutation (de 1945 au début des années 1990)	113

Module 2. La mondialisation contemporaine, rapports de force et enjeux **128**

Chapitre 4 La mondialisation : acteurs, dynamiques et espaces	128
Chapitre 5 La mondialisation : architectures, rivalités et interdépendances ..	147
Chapitre 6 Les défis du développement et les enjeux d'un monde durable ...	155

Module 3. Géodynamique de l'Europe, de l'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient **167**

Chapitre 7 L'Europe	167
Chapitre 8 L'Afrique, le Proche et le Moyen-Orient	199

Module 4. Géodynamique continentale de l'Amérique et de l'Asie **232**

Chapitre 9 Les Amériques	232
Chapitre 10 L'Asie	255

Partie 3. Entraînement

283

Dissertation guidée	Le tiers-monde de 1944 à la fin des années 1980 : quels enjeux géoéconomiques et géopolitiques ?	285
Dissertation guidée	Mondialisation, migrations internationales et développement depuis 1945	289
Dissertation guidée	Les flux internationaux de marchandises, de services et de capitaux depuis un demi-siècle : des vecteurs d'intégration ou de fragmentation de l'espace mondial ?	293
Dissertation guidée	La place et le rôle de l'Europe dans le monde, depuis le début du xx ^e siècle	296
Dissertation guidée	L'Afrique sort-elle de sa situation de périphérie sous-développée du monde ?	299
Dissertation guidée	Les jeux de puissance dans le golfe Persique	303
Dissertation guidée	La mondialisation, consécration de l'hyperpuissance ou accélération du déclin des États-Unis ?	308
Dissertation guidée avec réalisation de croquis	Les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine depuis 1945 : un révélateur de l'évolution des rapports Nord/Sud dans le monde ?	312
Dissertation guidée	L'Amérique latine, un sous-continent émergent ?	318
Dissertation guidée	Depuis le début des années 1980, dans quelle mesure le Japon, la Chine et l'Inde établissent-ils un nouvel équilibre des puissances en Asie méridionale et orientale ?	322
Commentaire de carte	Criminalité et corruption en Amérique latine	326
Préparer son exposé oral (HEC)	Le <i>peak oil</i> , problème dépassé ?	329
Table des matières	333

Un monde entre guerres et crises (de 1913 au début des années 1990)

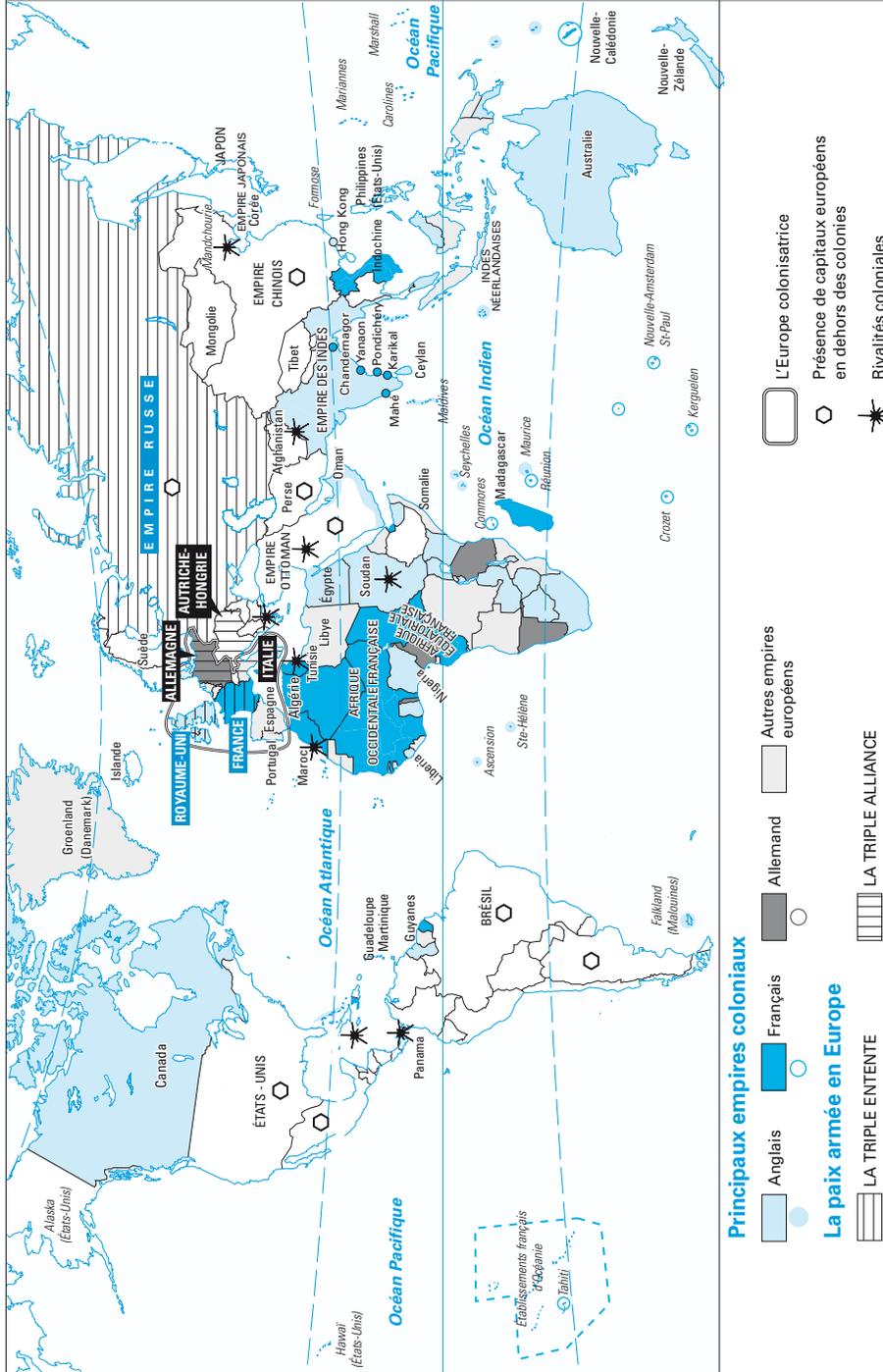
▲ Repères

- 1914 : déclenchement de la Première Guerre mondiale
- 1917 : prise du pouvoir par les bolchéviques en Russie
- 1929 : krach boursier à Wall Street
- 1945 : conférence de Yalta, création de l'ONU
- 1947 : plan Marshall, création du Kominform
- 1947 : indépendance de l'Inde
- 1955 : conférence de Bandung
- 1957 : traités de Rome
- 1973 : premier choc pétrolier
- 1989 : chute du mur de Berlin
- 1991 : dissolution de l'URSS
- 1992 : signature du traité de Maastricht

1 Tableaux géopolitiques du monde en 1913, en 1939 et en 1945

A. Tableau géopolitique du monde en 1913 : la domination de l'Europe

Le monde en 1913



1. Les espoirs de la Belle Époque

Après la Grande Dépression de la fin du XIX^e siècle, les deux décennies précédant la Première Guerre mondiale renouent avec la prospérité. Les innovations technologiques (début de l'automobile, de l'aviation, l'électricité) insufflent un climat d'optimisme.

Le commerce mondial connaît une expansion sans précédent ; c'est désormais le moteur de la croissance. Les flux se concentrent autour de l'Europe, qui réalise environ 60 % du commerce international. Mais des concurrents apparaissent hors d'Europe, même si leur participation au commerce mondial demeure faible. L'Asie et l'Afrique évoluent surtout dans le cadre colonial. La percée des États-Unis est significative avec 10,5 % du commerce mondial en 1913. Le dynamisme commercial des dominions britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud) est également remarquable. L'ouverture du Japon, amorcée en 1868 au début de l'ère Meiji, se confirme au point d'acquiescer une certaine indépendance commerciale, malgré une large dépendance technologique.

Les flux de capitaux confortent cette internationalisation. L'avance économique de l'Europe lui permet de financer le reste du monde. Avec 90 % des investissements internationaux, sa domination financière est totale, et seuls les États-Unis commencent à s'en affranchir. Le Royaume-Uni et la France émettent les deux-tiers des capitaux internationaux : prêts à des pays étrangers (emprunts russes), investissements dans le monde entier de leurs firmes comme Schneider, ou transferts financiers vers les colonies. L'Allemagne connaît un décollage net à la fin du XIX^e siècle grâce à son développement industriel (Krupp, Siemens) et à son savoir-faire commercial.

2. L'impérialisme et le triomphe de l'Europe

▲ Les Européens à la conquête du monde

L'expansion coloniale a repris activement à partir des années 1880 et on assiste avant 1913 à une ruée des Européens sur l'Afrique, et accessoirement sur l'Asie et le Pacifique. À côté des Britanniques et des Français, de nouvelles puissances interviennent : Italie, Belgique, Allemagne, Japon et même États-Unis. Des tensions, notamment entre la France et l'Allemagne sur le Maroc, sont nées de cette course à la colonisation, complexe à réguler (la conférence de Berlin de 1884-1885 a entériné le partage du continent africain). Ces conquêtes ont été facilitées par la supériorité technologique des Européens qui ont mis à profit les progrès réalisés dans les transports, les modes de communication et l'armement.

En 1913, le Royaume-Uni est de loin la première puissance coloniale. Présent sur les cinq continents, son empire couvre plus de 30 millions de km² et rassemble plus de 500 millions d'habitants, qui vivent pour une grande part dans l'empire des Indes. Les dominions bénéficient d'une autonomie relative et sont d'importantes colonies de peuplement, au moins pour ce qui est de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada (en Afrique du Sud, la population blanche est minoritaire). À partir du protectorat sur l'Égypte, les Anglais se sont implantés en Afrique orientale, sans pouvoir totalement unifier leurs possessions du canal de Suez au Cap.

Avec 10 millions de km², l'empire français est le deuxième du monde et s'étend essentiellement en Afrique. Dans les protectorats du Maroc et de Tunisie, l'administration coloniale coexiste aux côtés d'un pouvoir local. L'Indochine, exemple même de la colonie d'exploitation, assure une implantation française en Asie. D'autres possessions comme les îles du Pacifique, de l'océan Indien et des Antilles complètent cette présence française aux quatre coins du monde.

Partie plus tardivement dans les conquêtes, l'Allemagne constitue le troisième empire colonial mais avec des possessions dont l'intérêt reste secondaire et qui lui ont valu de vifs affrontements avec Londres et Paris. Dès lors, les Allemands s'estiment lésés. Pour masquer son échec en Éthiopie, l'Italie s'est installée en Tripolitaine (Libye) et en Somalie, sans cacher ses visées sur la Tunisie. L'Espagne et le Portugal ont conservé quelques possessions de leur premier empire colonial, notamment en Afrique. Les Pays-Bas se resserrent sur leur ancienne colonie des Indes néerlandaises (Indonésie) et de Guyane (Surinam). Le Congo a été concédé au roi des Belges. L'empire russe ne s'étend pas outre-mer mais vers la Sibérie, le Caucase et l'Asie centrale. Cette expansion est à l'origine de tensions avec Londres mais aussi avec le

Japon, qui ne cache plus ses ambitions sur le continent asiatique après avoir pris pied en Corée. Enfin, en dépit de déclarations anticolonialistes, les États-Unis étendent leur zone d'influence sur les Antilles et l'Amérique centrale ; ils contrôlent directement Cuba et les Philippines. Cette montée de l'impérialisme américain, qui applique pour une large part la doctrine Monroe de 1823, ne peut encore contester la suprématie européenne : ainsi, l'Amérique du Sud et en particulier l'Argentine sont-elles encore assujetties aux intérêts britanniques.

Certaines terres, sans être incorporées dans un empire colonial, sont soumises au système impérialiste européen. En Turquie, les concessions allemandes font douter de l'indépendance économique de l'Empire ottoman. En Chine, les puissances européennes se partagent le « gâteau chinois » en imposant leur présence dans les grandes villes littorales, dont Shanghai, dans le cadre de territoires à bail.

La conquête de nouveaux territoires répond à une volonté de puissance et de prestige. Mus par des sentiments nationalistes, les grands pays prolongent leur compétition sur le terrain colonial. Pour la France, il s'agit autant d'un moyen de contrarier les avancées anglaises en Afrique, que de prendre une revanche sur l'Allemagne après la défaite de 1870. Pour certains pays fortement peuplés comme le Japon, l'impérialisme est en outre une façon de diminuer la pression démographique sur leur territoire. La colonisation permet aussi aux grandes puissances de s'assurer des bases d'approvisionnement en matières premières et des débouchés, les métropoles se réservant en effet le commerce avec leurs colonies. Pour les théoriciens marxistes et plus largement les anticolonialistes, les Européens confirment là leur volonté impérialiste d'exploitation. Pourtant, les débouchés coloniaux ne sont que des apports complémentaires : l'essentiel des échanges se fait toujours entre les grandes puissances. Avec 13 % des exportations, l'empire colonial n'est en 1913 que le troisième débouché de l'économie française derrière la Grande-Bretagne et l'Union belgo-luxembourgeoise. Avec 37 % des débouchés en 1913, l'empire joue un rôle plus conséquent dans le cas du Royaume-Uni, notamment du fait des dominions. Autant que les débouchés, les approvisionnements issus des colonies ne doivent pas être exagérés : en 1913, seulement 9,4 % des importations françaises proviennent de l'empire.

Enfin, les nations colonisatrices se sentent incontestablement investies d'une mission civilisatrice (lire *le Fardeau de l'homme blanc* de Rudyard Kipling, 1899), nourrie du sentiment de la supériorité des Occidentaux sur les autres peuples.

Les colonies n'ont pas davantage été la destination privilégiée des capitaux européens, à l'exception du Royaume-Uni dont l'empire absorbe plus de la moitié des investissements. Seuls 9 % des investissements français se dirigent vers l'empire colonial, loin derrière la Russie (25 %) et l'Amérique latine. Les colonies allemandes n'accueillent que 1 % des capitaux investis par leur métropole. Ces investissements n'ont que rarement suscité un développement local conséquent : hormis dans quelques zones minières, il ne fallait pas encourager une industrialisation qui aurait pu devenir concurrente des usines européennes.

3. La hiérarchie des pays en 1913

Le Royaume-Uni avait été le premier pays engagé dans la voie de l'industrialisation dès le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à devenir rapidement l'atelier du monde. Cette prépondérance dure jusqu'au tout début du XX^e siècle, dans un pays qui s'efforce de rester le maître des mers, d'autant que l'expansion coloniale a eu un effet stimulant sur les exportations britanniques : celles-ci ont plus que doublé entre 1880 et 1913.

L'industrialisation allemande s'est accrue une fois l'unité achevée (1871). L'Allemagne a construit son décollage autour du charbon, de l'acier et des chemins de fer et rattrape rapidement son retard sur ses concurrents. Les banques, les *Konzern*, ces grands conglomérats comme *Krupp*, *Thyssen*, *Siemens*,... et l'État ont conjugué leurs efforts pour consolider la croissance. Après 1900, l'Allemagne est en mesure de contester la domination britannique en Europe. Pourtant, l'expansion coloniale y est plus incomplète et explique une part de ses nouvelles ambitions.

La France, après les revers consécutifs à sa défaite contre l'Allemagne en 1870, retrouve son rang sur la scène internationale. La constitution du deuxième empire colonial du monde, singulièrement à partir des années 1880, permet au pays de s'exprimer en tant que grande puissance impérialiste.

La France conforte sa place de deuxième puissance financière du monde avec environ 23 % du total mondial des capitaux investis à l'étranger. Deuxième puissance mondiale vers 1880, elle apparaît en 1913 distancée par le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne. Dans certains domaines, les positions françaises sont menacées par de nouveaux concurrents : la Russie en ce qui concerne la production sidérurgique, le Japon pour le volume de la flotte marchande, etc. Pour l'expliquer, les contemporains avancent plusieurs causes, dont le déclin démographique : la France a achevé sa transition démographique, certaines années (1900, 1907) connaissent un solde naturel négatif, d'où le recours indispensable à l'immigration. Pour certains économistes comme Jacques Marseille, les investissements français à l'extérieur ont manqué à son propre développement. Le faible drainage de l'épargne vers l'industrie et l'insuffisance du nombre de grandes entreprises sont aussi un handicap, de même que le manque de stratégie économique de l'État.

Pourtant, la France maintient son rang pour les productions plus élaborées de son industrie de transformation (deuxième producteur automobile au monde en 1913, premier producteur mondial de pneus avec Michelin). En dehors du champ strictement économique, le rayonnement de la France n'est pas celui d'un pays en déclin. La culture française est particulièrement riche et reconnue. Paris est le lieu d'une activité intellectuelle intense ; elle s'affirme comme la capitale de l'art, de la mode et du bon goût. Les expositions universelles de 1889 et 1900 connaissent un succès mondial.

Les atouts états-uniens sont considérables : un territoire immense au large potentiel agricole, un réservoir démographique alimenté par une importante immigration (celle-ci culmine entre 1900 et 1914 avec plus d'un million d'entrées par an), l'audace de quelques *self-made-men* comme G. Pullman, C. Vanderbilt dans les chemins de fer, J. P. Morgan dans la banque, A. Carnegie dans l'acier ou J. Rockefeller dans le pétrole. À la veille de la Première Guerre mondiale, les États-Unis accèdent au rang de première puissance mondiale. Le pays est parvenu à se libérer de la tutelle financière de l'Europe. L'application de la doctrine Monroe est relancée par la politique du *Big Stick* (1901) et le vote du corollaire Roosevelt (1904) : intervention à Cuba en 1898, au Mexique en 1914 ou annexion de la zone du canal de Panama en 1903. Si les États-Unis sont isolationnistes (ne pas intervenir dans les affaires du monde), ils appliquent le principe majeur de la doctrine Monroe : « l'Amérique aux Américains ».

La Russie est le dernier grand pays à entrer dans l'ère industrielle au début du ^{xx}e siècle. Ce décollage tardif doit beaucoup au volontarisme de l'État pour exploiter les ressources naturelles (charbon, minerai de fer, pétrole) et aux financements extérieurs. Pourtant, en 1913, l'archaïsme prévaut dans l'empire des tsars : plus de 80 % de la population est analphabète et la modernité n'a atteint que Moscou et Saint-Pétersbourg.

Longtemps figé dans un système féodal, le Japon ne s'engage dans la voie de l'ouverture qu'avec l'ère des lumières (ère Meiji). Ici aussi, l'État a joué un rôle essentiel dans le développement, en imposant une politique protectionniste et en confortant les puissants conglomérats, les *Zaibatsu*. Le Japon devient à son tour une puissance impérialiste.

4. L'aggravation des tensions internationales

Le début du ^{xx}e siècle est dominé par le problème des nationalismes. Ces tensions nationalistes dégradent de plus en plus le climat international. En France, l'opinion publique soutient l'idée d'une guerre de revanche pour récupérer l'Alsace-Lorraine. L'Italie multiplie les contentieux territoriaux contre l'Autriche en revendiquant des terres irrédentes comme la Dalmatie. L'Allemagne rêve d'étendre son influence vers l'Europe centrale au nom du pangermanisme. La poudrière des Balkans transforme cette région en laboratoire des luttes nationalistes soutenues par des puissances extérieures. Les Serbes, encouragés par la France et la Russie, appuient ainsi les luttes nationalistes contre la mainmise de l'Empire austro-

hongrois dans la région balkanique. Les conquêtes coloniales font naître de graves tensions entre les métropoles. La tutelle de la Russie sur le Caucase se heurte aux intérêts britanniques, l'Allemagne a des prétentions sur le Maroc et l'Italie sur la Tunisie. L'incident de Fachoda au Soudan en 1898 montre également la rivalité franco-britannique en Afrique.

Alors que l'Europe s'installe dans une paix armée, deux systèmes d'alliance se mettent en place. D'un côté, la Triple-Alliance avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie auxquelles se joint l'Italie, malgré ses tensions avec l'Autriche. De l'autre côté, la Triple-Entente réunit la France, le Royaume-Uni et la Russie. Tous les pays accélèrent la « course aux armements ». Dans ces conditions, l'attentat perpétré le 28 juin 1914, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, contre l'héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie François Ferdinand, va rapidement dégénérer en un conflit étendu à l'ensemble du continent.

1. Un monde fragilisé par la crise des années 1930

Si durant les années 1920, le monde avait retrouvé le chemin d'une prospérité réelle mais fragile, il bascule de nouveau dans la crise dans le sillage du krach boursier de Wall Street (octobre 1929). Loin d'être un phénomène spontané, la crise des années 1930 trouve ses origines économiques dans les déséquilibres de la croissance des années 1920 : excès de surproduction, spéculation financée par l'endettement sur les marchés boursiers. Mais les frustrations qu'éprouvent certains pays (« diktat » pour l'Allemagne, « victoire mutilée » pour l'Italie) contribuent à expliquer les dimensions géopolitiques de la crise. Celle-ci s'est caractérisée par sa brutalité, sa profondeur, sa durée et par ses conséquences sociales et politiques. Le chômage de masse et la misère qui en a résulté a souvent contribué au succès des partis extrémistes.

La propagation de cette crise témoigne du poids prépondérant de l'économie américaine. En devenant les créanciers du monde, les États-Unis permettaient à plusieurs pays de faire reconstruire leur économie avec un flux continu de capitaux. Ainsi, les États-Unis ont aidé à la refection et à la pacification de l'Europe en pratiquant une « diplomatie du dollar ». Le rapatriement des capitaux américains à la suite de la crise et la flambée protectionniste qui caractérise le début des années 1930 diffusent la crise dans le monde. Partout, les symptômes de la crise sont les mêmes avec des manifestations plus ou moins marquées : chute de la production industrielle, de l'investissement et des prix (notamment des prix agricoles), recul du commerce extérieur, hausse du chômage et de la misère.

Aussi, dénombre-t-on aux États-Unis près de 13 millions de chômeurs en 1933 (soit près du quart de la population active). En Europe, la crise a été d'intensité variable. L'Allemagne est assurément la plus touchée. À la fin de 1932, on y dénombre près de six millions de chômeurs. Au Royaume-Uni, bien que rude, la crise a été moins sévère. Le chômage touche 3 millions de Britanniques à la fin de 1932. En France, la dépression a été plus tardive et les effets en ont été moins violents, puisqu'en 1935, le chômage ne touche officiellement qu'un demi-million de personnes mais de nombreux actifs, notamment dans les campagnes, se retrouvent en sous-emploi.

Le reste du monde offre face à la crise une extrême diversité. Les pays plus insérés dans le commerce mondial subissent la contraction des échanges et l'effondrement du cours des matières premières, comme dans le cas du Brésil et de son café, de l'Argentine et de sa viande, de l'Égypte et de son coton... Certains pays comme en Amérique latine tentent de se lancer dans une nouvelle industrialisation, afin de limiter leurs importations. En général, les métropoles ont profité de la crise pour resserrer les liens avec leurs colonies. Le Japon, étouffé par la chute des échanges internationaux, va réagir par un sursaut d'impérialisme, notamment en envahissant en septembre 1931 la riche Mandchourie chinoise.

2. Des démocraties libérales en crise

La crise est d'abord celle de la conception libérale de l'économie qui fait de la main invisible du marché la principale régulatrice de l'économie. Après l'élection à la présidence de Franklin Delano Roosevelt en 1932, les États-Unis engagent avec le New Deal (*Nouvelle donne*) un nouveau programme de relance de l'économie, caractérisé par une forte intervention de l'État

et une action sur la demande en développant le *welfare state*. Le redressement s'avère fragile. Le chômage après un léger recul à 7,6 millions d'actifs en 1937, rechute dès 1938, avec près de 10 millions de chômeurs. Si le PNB a presque doublé entre 1933 et 1939, le redressement est en fait dépendant de l'injection par l'État de milliards de dollars dans l'économie : cette politique a été financée par un déficit budgétaire important. Seule l'économie de guerre entre 1941 et 1945 permettra de tourner la page de la crise.

Sur le plan international, Washington refuse d'assumer les responsabilités de sa puissance : dévaluation unilatérale du dollar et mesures protectionnistes caractérisent le début de la présidence Roosevelt. En fait, les États-Unis restent fidèles à leur politique isolationniste : ils votent par exemple en 1935 les lois de neutralité interdisant d'exporter des armes vers des états belligérants, ou de leur accorder des prêts et crédits. En 1940, F.D. Roosevelt se fait réélire sur la promesse de ne pas engager son pays dans la guerre. Mais, face à la montée des périls, Washington ne peut rester inactif : la loi *cash and carry* de 1939 permet de fournir des armes aux pays menacés par les totalitarismes européens, notamment la Grande Bretagne.

Après la dévaluation de la livre sterling en 1931, une reprise économique s'amorce au Royaume-Uni dès 1932 et se renforce à partir de 1934. Le niveau de PIB de 1929 a été rattrapé en 1936. Le système de la préférence impériale resserre les liens économiques avec les colonies. Mais Londres est de plus en plus confrontée aux revendications nationalistes dans certaines de ses colonies, notamment en Inde sous l'impulsion de Gandhi. Dans ce contexte difficile, le Premier Ministre Neville Chamberlain préfère mener une politique internationale d'apaisement vis-à-vis des dictatures fascistes qui menacent la paix, dans l'espoir d'éviter la guerre.

En France, la crise et l'instabilité politique qui caractérisent la période provoquent une montée de l'antiparlementarisme qui culmine le 6 février 1934 avec la grande manifestation organisée par les ligues. Jusqu'en 1935, la France mène une impopulaire politique de déflation pour juguler la crise, sans succès. Le gouvernement du Front populaire dirigé par Léon Blum met en place à partir de 1936 une politique qui, à l'exception des nationalisations (industrie d'armement), rappelle le New Deal pratiqué aux États-Unis par Roosevelt. La dimension sociale de la politique du Front populaire est forte : deux semaines de congés payés annuels et la semaine de 40 heures de travail sont notamment accordées aux salariés par les accords Matignon de juin 1936. Lorsque Léon Blum démissionne en avril 1938, le constat est celui de l'échec : creusement des déficits publics, hostilité du patronat qui réagit notamment par la fuite des capitaux et la forte hausse des prix, déceptions de la classe ouvrière et divisions politiques sur la nécessité ou pas d'aller aider les républicains dans la guerre civile espagnole. Le gouvernement Daladier, qui souhaite « remettre la France au travail » tente un redressement dans un contexte international de plus en plus menaçant. Mais, en septembre 1939, l'indice de la production industrielle et le revenu national restent inférieurs de 10 % à leur niveau de 1929.

Au total, l'un des facteurs aggravant de la crise a été l'absence de solidarité internationale et de mécanismes de concertation pour trouver des solutions communes. C'est l'une des leçons que le monde retiendra lorsqu'il s'agira de reconstruire le monde d'après-guerre.

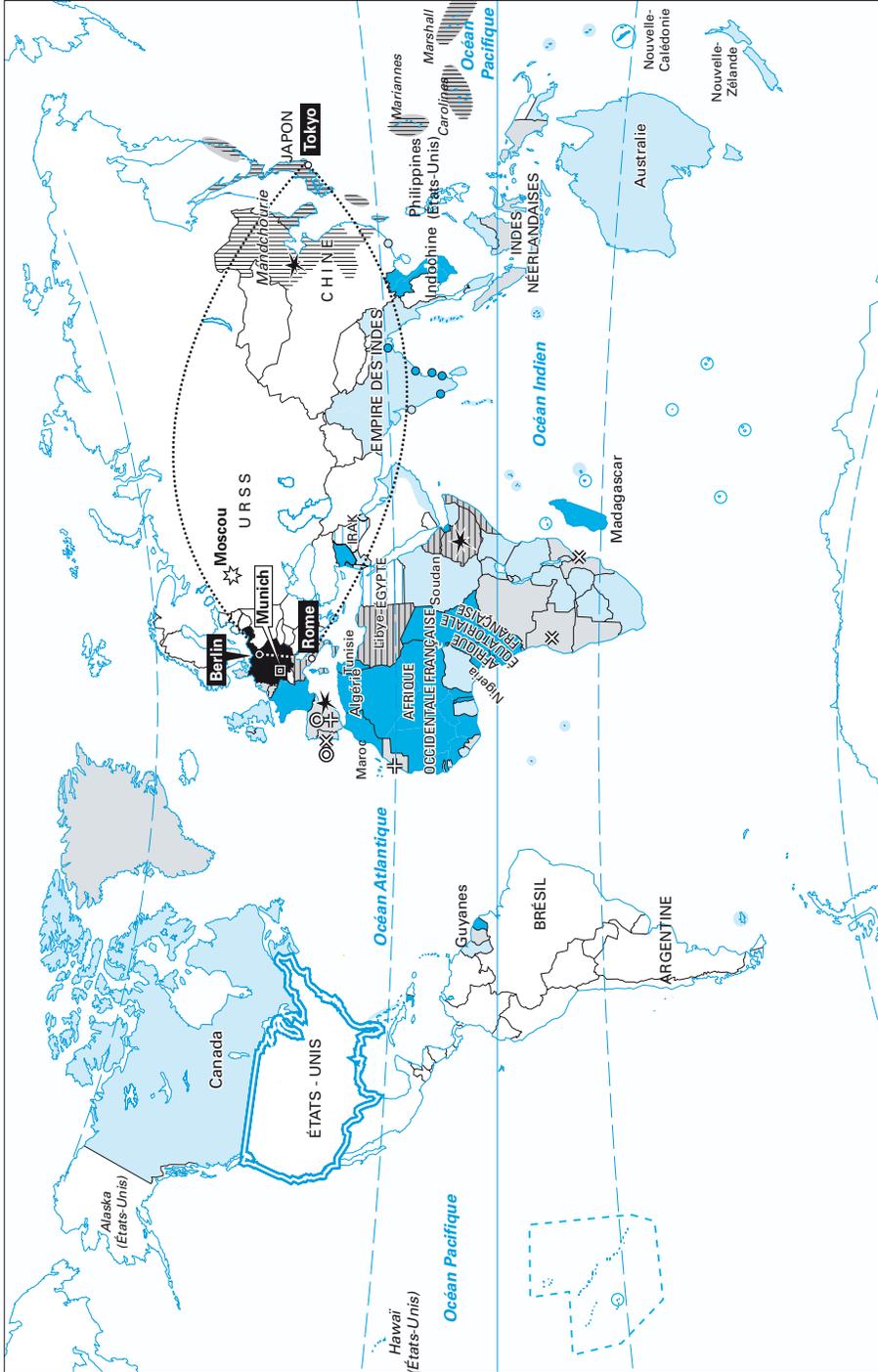
3. Les provocations des dictatures fascistes face à la frilosité des démocraties

Dans ce contexte de crise, le dirigisme économique affiché par les régimes militaires et fascistes japonais, italien et allemand débouche sur une planification de l'économie au service de politiques d'expansion.

Le Japon connaît un rebond économique très rapide au début des années 1930. Les militaires au pouvoir depuis 1931 s'associent aux zaibatsu industrielles nipponnes (Mitsui, Mitsubishi, etc.) pour constituer une redoutable machine de guerre. Après l'invasion de la Mandchourie en 1931 et l'absence de réaction internationale, le Japon envahit la Chine en 1937, installant la guerre en Extrême-Orient.

B. Tableau géopolitique du monde en 1939

Le monde en 1939



1 - Les provocations des dictatures fascistes

 L'Allemagne dans ses frontières au 1^{er} septembre 1939

 **Conférence de Munich**
Septembre 1938, accord sur le rattachement à l'Allemagne du territoire des Sudètes (Tchécoslovaquie)

 Italie et possessions coloniales italiennes

 Japon et annexions japonaises
 Occupation japonaise en Chine

 Capitale des trois régimes fascistes



Axe Berlin - Rome - Tokyo

Pacte conclu entre l'Allemagne et l'Italie (novembre 1936) puis avec le Japon (septembre 1940)



Pacte germano-soviétique

Accord de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS (23 août 1939)

Autres régimes fascistes

 Espagne et colonies espagnoles

 Portugal et colonies portugaises

 Régime fasciste resté neutre en 1939



Conflit international majeur avant le 1^{er} septembre 1939 (guerre civile en Espagne, guerre en Éthiopie, guerre sino-japonaise)

2 - Le reste du monde au bord du précipice



Les États-Unis, première puissance économique mondiale

 Royaume-Uni et Commonwealth

 États indépendants

 France et colonies françaises

 États indépendants liés au Royaume-Uni

 Autres États et leurs colonies

Au pouvoir depuis 1922 en Italie, Mussolini définit le fascisme comme une « troisième voie » entre capitalisme et marxisme, justifiant idéologiquement le contrôle dirigiste de l'économie sans toutefois remettre en cause la propriété privée. L'économie est ainsi mise au service de l'État qui fixe toutes les orientations et investit massivement dans les activités jugées prioritaires. On peut citer la bataille du blé en relation avec le programme d'autarcie lancé par le régime fasciste italien. Pour faire de l'Italie une grande puissance, Mussolini attaque l'Éthiopie en 1935, révélant l'inefficacité des sanctions décrétées par la Société des Nations (SDN). Le soutien au général Franco dans la guerre civile qui déchire l'Espagne l'amène à se rapprocher de l'Allemagne nazie dans le cadre de « l'Axe Rome-Berlin » conclu en novembre 1936, alors qu'un pacte anti-Komintern est signé entre l'Allemagne et le Japon.

Avec plus de 6 millions de chômeurs en 1932 en Allemagne, les extrémismes politiques progressent d'élection en élection, jusqu'à ce que le chef de l'extrême droite Adolf Hitler soit nommé chancelier en janvier 1933 face à une gauche désunie. Hitler choisit de relancer l'économie allemande par une augmentation très forte des dépenses publiques : commandes auprès des secteurs stratégiques, embauche de milliers de chômeurs pour de grands travaux. Le recul du chômage est spectaculaire. À partir de 1935, la militarisation du pays est de plus en plus affirmée, après le rétablissement du service militaire obligatoire et la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936), en violation flagrante du traité de Versailles. Après s'être rapproché de Rome et de Tokyo, Hitler multiplie les coups de force. En mars 1938, l'Anschluss conduit au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Alors que la conférence de Munich (29 septembre 1938) l'a autorisé à occuper le territoire des Sudètes, Hitler envahit en mars 1939 le reste de la Tchécoslovaquie. Parallèlement à cette politique agressive, le régime nazi met en application les thèses racistes exposées par Hitler dans *Mein Kampf* : l'ouverture des premiers camps a lieu en 1934. L'incendie du Reichstag (1933) et surtout les lois de Nuremberg (1935) ouvrent la voie aux persécutions des juifs.

Face à ces régimes, les démocraties sont timorées. Si les États-Unis se réfugient dans une illusoire neutralité, la France et le Royaume-Uni jouent l'apaisement en espérant éviter une nouvelle guerre, un peu plus de vingt ans après la « der des der ». C'est pourquoi Daladier et Chamberlain signent avec Hitler et Mussolini les accords de Munich (septembre 1938) : en cédant les Sudètes, sans consultation de leur allié tchécoslovaque, ils ont l'espoir d'éviter la guerre. Churchill s'adressera aux deux dirigeants en ces termes : *Vous avez voulu éviter la guerre au prix du déshonneur, vous aurez le déshonneur et vous aurez la guerre.*

4. L'affirmation de l'URSS de Staline

Entre les démocraties libérales et les dictatures fascistes, l'URSS acquiert une position de plus en plus importante. Après la Révolution d'octobre 1917 qui a installé les bolchéviques au pouvoir et la difficile instauration du socialisme en Russie, ce sont les choix staliniens qui s'imposent depuis 1928. La priorité a alors été donnée à la collectivisation de l'agriculture et à l'industrie lourde, selon les principes de la planification quinquennale impérative. Le troisième plan (1938-1942) confirme ces orientations. En 1939, l'URSS est la troisième puissance industrielle du monde. Le pouvoir totalitaire de Staline s'est alors considérablement renforcé : les grands procès de Moscou (1936) éliminent les compagnons de Lénine qui pouvaient faire de l'ombre à Staline. Des purges massives touchent le parti communiste et l'armée, les koulaks – des paysans relativement aisés qui étaient hostiles à la collectivisation – sont éliminés ou déportés, de même que certains peuples de l'URSS dont Staline se méfie, comme les Tchétchènes au sud ou les Coréens de l'extrême orient sibérien.

Au moment où Hitler menace la Pologne, Staline doute de la volonté de réaction des Anglais et des Français. Aussi, conscient que son armée est encore trop faible pour affronter celle du Reich, préfère-t-il conclure avec l'Allemagne un pacte de non agression (23 août 1939). Celui-ci prévoit dans un protocole secret la reconnaissance des droits de l'URSS sur la Finlande, les pays Baltes et le partage de la Pologne. Hitler a désormais les mains libres : le 1^{er} septembre 1939, son armée envahit la Pologne, provoquant l'entrée en guerre du Royaume-Uni et de la France.